



# 22 Mars : la grève de tous les possibles

15 mars 2018



## 22 Mars : la grève de tous les possibles

Emmanuel Macron l'a affirmé haut et fort : « Ça ne s'arrêtera ni demain, ni le mois prochain, ni dans les trois mois ». Il compte faire vite, par ordonnances, passant allègrement par-dessus le débat démocratique.

... Sauf si les salariés se mobilisent suffisamment pour le faire mentir.

Où, pour la première fois depuis bien longtemps, non seulement les mobilisations s'annoncent fortes et unitaires dans certains secteurs – comme la SNCF et la Fonction Publique – mais ces différents secteurs ont décidé d'unir leurs forces, de faire converger leurs luttes : le 22 mars, le cortège de la Fonction Publique rejoindra celui des cheminots, pilotes, salarié.e.s de la RATP, des Industriels Electriques et Gaziers, etc.

Sous des formes différentes, nous sommes tous.e.s victimes d'une même idéologie : affaiblir les services publics, leur couper les moyens, privatiser toutes les parties rentables, remplacer les missions de service public par des objectifs financiers. Et sur le volet social, attaquer les statuts, et en particulier la garantie d'emploi, les régimes particuliers de retraite, les grilles de salaire, individualiser, précariser, bloquer les salaires.

### Des cheminots attaqués comme jamais, mais prêts à se défendre

Le rapport Spinetta, sur lequel compte se baser le Gouvernement, pousse très loin la doxa libérale : il propose de s'attaquer à la fois au statut de la SNCF, au statut des salarié.e.s, aux missions de service public, avec la fermeture envisagée de nombreuses lignes de train et gares pour les remplacer par des cars. Toute notion de protection de l'environnement et d'aménagement du territoire disparaît pour laisser place à la recherche du profit. Et encore ! Les exemples de privatisation montrent que le profit n'est jamais pour l'usager mais pour certains « copains » : distribution de l'eau, autoroutes, électricité, mais aussi le Rail Anglais qui a conduit, comme le rapportait [un article de la Tribune de 2017](#), pourtant peu suspecte d'antilibéralisme primaire, aux conséquences suivantes : « Hausse incontrôlée du prix des billets, trains supprimés et réduction du personnel conduisant près de deux Britanniques sur trois à souhaiter une renationalisation complète ».

Toutes les fédérations de la SNCF appellent à la grève (CGT, CFDT, SUD, UNSA). Et l'Histoire récente nous a appris qu'un mouvement suivi dans ce secteur pouvait être victorieux, comme en 1995.

Macron : « C'est le contribuable qui paye. Je ne peux pas avoir d'un côté des agriculteurs qui n'ont pas de jours fériés et parfois pas de retraite et dire qu'il ne faut pas changer le statut des cheminots. » En clair, tirer vers le bas la retraite et les jours fériés des cheminots plutôt que d'améliorer le sort des agriculteurs.

L'emploi à vie, une aberration à notre époque, se plait à répéter les défenseurs de la « réforme ». Pourquoi ? Personne ne sait. Le statut ne garantit pas l'emploi à vie mais l'absence de licenciements économiques. Ces fins analystes pensent-ils que la SNCF sera amenée à faire des plans sociaux, dans un secteur qui devrait pourtant être appelé à se développer, notamment pour des raisons d'urgence écologique ?

Et c'est cette garantie de l'emploi, et le statut dans son ensemble, qui a permis de former des salarié.e.s qui ont contribué à des succès technologiques, dévoué.e.s à leur entreprise, fier.e.s d'être cheminots. Mais cela serait, paraît-il, dépassé. Chacun devrait changer de poste et d'entreprise régulièrement pour être plus « performant » ...

### Dans la Fonction Publique aussi, la coupe est pleine

Un point d'indice bloqué année après année, entraînant une perte de pouvoir d'achat, beaucoup de bas salaires, des effectifs sans cesse réduits alors que les besoins ne cessent de croître, empêchant les salarié.e.s de travailler dans de bonnes conditions et de remplir de manière satisfaisante leurs missions de service public. Résultat : un mal-être dans la Santé, dans l'Éducation, dans la plupart des ministères. Et des usagers qui font eux aussi les frais d'un service qui se dégrade.

Tract de SUD Energie d'appel au 22 mars.

## 22 Mars : la grève de tous les possibles

Emmanuel Macron l'a affirmé haut et fort : « *Ça ne s'arrêtera ni demain, ni le mois prochain, ni dans les trois mois* ». Il compte faire vite, par ordonnances, passant allègrement par-dessus le débat démocratique.

... Sauf si les salariés se mobilisent suffisamment pour le faire mentir.

Or, pour la première fois depuis bien longtemps, non seulement les mobilisations s'annoncent fortes et unitaires dans certains secteurs – comme la SNCF et la Fonction Publique – mais ces différents secteurs ont décidé d'unir leurs forces, de faire converger leurs luttes : le 22 mars, le cortège de la Fonction Publique rejoindra celui des cheminots, pilotes, salarié.e.s de la RATP, des Industries Electriques et Gazières, etc.

Sous des formes différentes, nous sommes tou.te.s victimes d'une même idéologie : affaiblir les services publics, leur couper les moyens, privatiser toutes les parties rentables, remplacer les missions de service public par des objectifs financiers. Et sur le volet social, attaquer les statuts, et en particulier la garantie d'emploi, les régimes particuliers de retraite, les grilles de salaire, individualiser, précariser, bloquer les salaires.

### Des cheminots attaqués comme jamais, mais prêts à se défendre

Le rapport Spinetta, sur lequel compte se baser le Gouvernement, pousse très loin la doxa libérale : il propose de s'attaquer à la fois au statut de la SNCF, au statut des salarié.e.s, aux missions de service public, avec la fermeture envisagée de nombreuses lignes de train et gares pour les remplacer par des cars. Toute notion de protection de l'environnement et d'aménagement du territoire disparaît pour laisser place à la recherche du profit. Et encore ! Les exemples de privatisation montrent que le profit n'est jamais pour l'usager mais pour certains « copains » : distribution de l'eau, autoroutes, électricité, mais aussi le Rail Anglais qui a conduit, comme le rapportait [un article de la Tribune de 2017](#), pourtant peu suspecte d'antilibéralisme primaire, aux conséquences suivantes : « *Hausse incontrôlée du prix des billets, trains supprimés et réduction du personnels conduisent près de deux Britanniques sur trois à souhaiter une renationalisation complète* ».

Toutes les fédérations de la SNCF appellent à la grève (CGT, CFDT, SUD, UNSA). Et l'Histoire récente nous a appris qu'un mouvement suivi dans ce secteur pouvait être victorieux, comme en 1995.

Macron : « *C'est le contribuable qui paye. Je ne peux pas avoir d'un côté des agriculteurs qui n'ont pas de jours fériés et parfois pas de retraite et dire qu'il ne faut pas changer le statut des cheminots.* » En clair, tirer vers le bas la retraite et les jours fériés des cheminots plutôt que d'améliorer le sort des agriculteurs.

L'emploi à vie, une aberration à notre époque, se plaisent à répéter les défenseurs de la « réforme ». Pourquoi ? Personne ne sait. Le statut ne garantit pas l'emploi à vie mais l'absence de licenciements économiques. Ces fins analystes pensent-ils que la SNCF sera amenée à faire des plans sociaux, dans un secteur qui devrait pourtant être appelé à se développer, notamment pour des raisons d'urgence écologique ?

Et c'est cette garantie de l'emploi, et le statut dans son ensemble, qui a permis de former des salarié.e.s qui ont contribué à des succès technologiques, dévoué.e.s à leur entreprise, fier.e.s d'être cheminots. Mais cela serait, paraît-il, dépassé. Chacun devrait changer de poste et d'entreprise régulièrement pour être plus « performant » ...

### Dans la Fonction Publique aussi, la coupe est pleine

Un point d'indice bloqué année après année, entraînant une perte de pouvoir d'achat, beaucoup de bas salaires, des effectifs sans cesse réduits alors que les besoins ne cessent de croître, empêchant les salarié.e.s de travailler dans de bonnes conditions et de remplir de manière satisfaisante leurs missions de service public. Résultat : un mal-être dans la Santé, dans l'Education, dans la plupart des ministères. Et des usagers qui font eux aussi les frais d'un service qui se dégrade.

- Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Actualités >
- Adresse de cet article : <https://solidaires.org/22-Mars-la-greve-de-tous-les-possibles>